

Introduction

L'histoire canadienne démontre que les industries extractives peuvent contribuer à édifier un pays. Nos sociétés actives dans le secteur minier, pétrolier et gazier contribuent de façon marquée à la prospérité du Canada, tout comme au développement économique des pays où elles mènent des activités. Les activités des industries extractives canadiennes à l'étranger peuvent être bénéfiques à la fois pour l'économie canadienne et pour celle des pays hôtes.

En 2009, le gouvernement du Canada a lancé sa première stratégie en matière de RSE intitulée [Renforcer l'avantage canadien : Stratégie de responsabilité sociale des entreprises pour les sociétés extractives canadiennes présentes à l'étranger](#). Cette stratégie faisait état de la détermination du Canada à promouvoir la RSE, laquelle est définie comme englobant les activités volontaires menées de front par les entreprises, au-delà de toutes exigences juridiques, d'une manière durable aux points de vue économique, social et environnemental.

Le Canada : un acteur important de l'industrie minière mondiale

En 2013, les entreprises canadiennes d'exploitation et d'exploration minière ont été à l'origine de près de 31 p. 100 des dépenses mondiales dans le domaine de l'exploration. Cette même année, plus de 50 p. 100 des sociétés d'exploration et d'exploitation minière cotées en bourse à l'échelle mondiale avaient leur siège social au Canada.

Ces 1 500 entreprises avaient un intérêt dans quelques 8 000 propriétés dans plus de 100 pays du monde.

Dans le cadre d'une stratégie renouvelée, le Canada renforce son engagement à accroître la capacité des entreprises extractives canadiennes à intégrer des pratiques de RSE dans leurs opérations, s'appuyant sur l'expérience acquise depuis 2009. La stratégie renouvelée établit clairement les attentes du gouvernement, soit que toutes les activités que mènent les entreprises extractives canadiennes à l'étranger doivent refléter les valeurs canadiennes. S'adressant en premier lieu aux sociétés extractives canadiennes, la Stratégie a aussi pour objectif de donner au public en général un aperçu de la démarche que suit le Canada pour promouvoir et renforcer les principes de RSE à l'étranger. La Stratégie offre aussi aux représentants du gouvernement du Canada un cadre qui oriente leurs efforts de promotion des politiques, des outils et des principes directeurs en matière de RSE.

Aperçu de la Stratégie de RSE

Il était prévu dans la Stratégie de RSE de 2009 que celle-ci devait faire l'objet d'un examen à la fin de la cinquième année de sa mise en œuvre. L'examen en question a été réalisé sur une période de plusieurs mois par Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada (MAECD) et Ressources naturelles Canada (RNCan), en collaboration avec des partenaires du gouvernement. Parmi les activités réalisées dans le contexte de cet examen, on peut citer une évaluation interne, fondée sur les lignes directrices du Conseil du Trésor; des sondages visant à évaluer les connaissances des entreprises extractives canadiennes en matière de RSE; un projet de recherche de RNCan sur la mesure dans laquelle les sociétés extractives font état de la RSE et des questions connexes dans leurs rapports aux bourses de valeurs mobilières; des consultations sur la Stratégie de RSE avec l'industrie et des représentants de la société civile; et une consultation publique en ligne. Les résultats des consultations menées en 2013 au sujet de la stratégie du gouvernement à l'égard des industries extractives ont également été pris en considération dans l'examen de la Stratégie de RSE, puisque bon nombre des soumissions reçues portaient sur ce sujet.

Il ressort de cet examen que la Stratégie de RSE a joué un rôle déterminant pour ce qui est de mieux cibler les efforts du gouvernement visant à encourager les entreprises extractives canadiennes à respecter les principes de la RSE au moment de mener leurs activités à l'étranger. Selon les résultats de l'examen, les principales activités qui devraient continuer d'être réalisées pour aider les entreprises canadiennes à accroître leurs efforts en matière de RSE comprennent l'élaboration et la promotion d'outils relatifs à la RSE, ainsi que la prestation de conseils et d'assistance.

L'examen a aussi fait ressortir que les entreprises sont de plus en plus conscientes de la nécessité de tenir compte de la RSE au moment de planifier et de réaliser leurs activités, et qu'elles connaissent mieux les principes directeurs et les normes rattachés à la RSE. Toutefois, la gestion des risques environnementaux et sociaux associés à la conduite d'activités à l'étranger demeure une question complexe. Ces défis permanents montrent bien la nécessité d'adopter une stratégie en matière de RSE axée sur les industries extractives.